

AT ÉTABLISSEMENT D'UN CENTRE DE COMPÉTENCES SUR LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES À MADAGASCAR (4CLIMATE)



D-1 Cartographie meilleures pratiques

Rapport final

Juillet 2017



En collaboration avec :



SOMMAIRE

Ce rapport comprend une cartographie exhaustive et une revue analytique des centres ou projets d'éducation sur les changements climatiques à l'échelle internationale afin d'alimenter la réflexion sur l'établissement du Centre 4Climate et de fonder les recommandations sur les meilleures pratiques internationales. Les centres sujets à la présente analyse sont : Centre de Compétences Changement Climatique Maroc (4C Maroc), *Asian Disaster Preparedness Center* (ADPC), KITE, et le *Caribbean Community Climate Change Center* (CCCC). Le programme *Eco-Schools* à Maurice, n'a pas permis de conduire une entrevue avec eux dans les délais requis pour la remise de ce rapport. De multiples recommandations ont été énoncées durant les entrevues et compilées dans le présent rapport. Elles sont structurées par meilleures pratiques et selon les différents aspects du Centre (approche d'intervention, structure institutionnelle, financement et infrastructure), dans le tableau récapitulatif ci-dessous.

Tableau 1 : Sommaire des recommandations et meilleures pratiques internationales

Meilleures pratiques	Aspects du Centre				Recommandations
	Intervention	Institutionnalisation	Financement	infrastructure	
Bâtir une crédibilité tant à l'échelle nationale qu'internationale	X				Exploiter les connaissances et l'expertise déjà disponibles dans le pays pour faire du Centre un acteur incontournable des changements climatiques (CC). Participer activement au dialogue régional et international en matière de CC afin de promouvoir la mission et le champ d'activité du Centre.
		X			Développer de solides partenariats avec une vaste gamme d'organisations nationales, régionales et internationales.
			X		Le Centre doit se doter d'une structure financière transparente.
				X	Instaurer le Centre dans un bâtiment existant, affilié à une université pour tisser un lien physique avec une institution reconnue dans le domaine des CC.

Meilleures pratiques	Aspects du Centre				Recommandations
	Intervention	Institutionnalisation	Financement	infrastructure	
Assurer une forte appropriation politique et sociale de la mission du Centre	X				<p>Communiquer les résultats aux décideurs politiques et à la société au moyen d'une documentation claire, exhaustive et transparente.</p> <p>Les besoins en formation doivent être déterminés au moyen d'une analyse privilégiant une étroite collaboration avec les bénéficiaires afin de développer leur engagement envers le Centre.</p>
		X			<p>Les statuts du Centre doivent avoir une assise politique et légale.</p> <p>Les principaux acteurs œuvrant dans le domaine de l'adaptation et de l'atténuation aux CC doivent être impliqués dans les décisions d'orientation stratégique du Centre, tels les secteurs prioritaires.</p> <p>Le secteur privé, la société civile et les institutions de recherche devraient être impliqués au même titre que le secteur public.</p>
Favoriser un développement incrémental et assurer la pérennité financière du Centre	X				<p>Adapter la documentation existante à l'échelle internationale au contexte de Madagascar, plutôt que de créer du nouveau contenu. Exploiter les connaissances et le savoir-faire disponibles.</p>
		X			<p>S'affilier à une institution déjà existante permet d'établir le Centre en utilisant moins de ressources qu'en mettant en place une toute nouvelle structure indépendante.</p> <p>Mettre en place une structure institutionnelle et organisationnelle qui favorise l'affiliation avec des centres et organisations similaires à l'étranger, pour faciliter la recherche de financement</p>
			X		<p>Diversifier les sources de financement pour assurer la durabilité du Centre. Éviter de dépendre uniquement des appels d'offres internationaux, car le secteur devient de plus en plus compétitif. Favoriser plutôt les ententes bilatérales. Participer aux conférences internationales pour faire la promotion du Centre.</p>
				X	<p>Privilégier l'hébergement du Centre dans un bâtiment existant. Le Centre pourra déménager dans un nouveau bâtiment, lorsqu'il aura atteint une certaine envergure et que ses ressources financières seront assurées.</p>

Meilleures pratiques	Aspects du Centre				Recommandations
	Intervention	Institutionnalisation	Financement	infrastructure	
Cibler les secteurs et bénéficiaires de façon cohérente avec les priorités nationales et internationales	X				S'assurer que la mission, les programmes et les besoins de formation répondent aux priorités nationales, régionales et internationales en matière de CC et y référer dans la documentation du Centre. Assurer une veille des développements nationaux et internationaux en matière de CC.
		X			Impliquer des acteurs nationaux de plusieurs secteurs différents (public, privé, société civile et institutions de recherche) afin d'être cohérent avec les priorités de ces secteurs

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	1
1 ÉTUDES DE CAS D'EXPÉRIENCES INTERNATIONALES.....	3
1.1 Centre de Compétences Changement Climatique du Maroc (4C Maroc)	3
1.1.1 Informations générales.....	3
1.1.2 Approche d'intervention	4
1.1.3 Structure institutionnelle et opérationnelle.....	5
1.1.4 Développement des programmes d'éducation	8
1.1.5 Stratégie et sources de financement	10
1.1.6 Infrastructure.....	11
1.1.7 Bonnes pratiques déterminées et recommandations.....	12
1.2 Asian Disaster Preparedness Center (ADPC).....	12
1.2.1 Informations générales.....	12
1.2.2 Approche d'intervention	13
1.2.3 Structure institutionnelle et opérationnelle.....	14
1.2.4 Développement des programmes d'éducation	17
1.2.5 Stratégie et sources de financement	19
1.2.6 Infrastructure.....	20
1.2.7 Bonnes pratiques déterminées et recommandations.....	20
1.3 Kumasi Institute of Technology and Environment (KITE)	21
1.3.1 Informations générales.....	21
1.3.2 Approche d'intervention	21
1.3.3 Structure institutionnelle et opérationnelle.....	22
1.3.4 Développement des programmes d'éducation	24
1.3.5 Stratégie et structure de financement.....	25
1.3.6 Infrastructure.....	25
1.3.7 Bonnes pratiques déterminées et recommandations.....	25
1.4 Caribbean Community Climate Change Centre (CCCCC).....	26
1.4.1 Informations générales.....	26
1.4.2 Approche d'intervention	26
1.4.3 Structure institutionnelle et opérationnelle.....	27
1.4.4 Développement des programmes d'éducation	30
1.4.5 Stratégie et structure de financement.....	32
1.4.6 Infrastructure.....	33
1.4.7 Bonnes pratiques déterminées et recommandations.....	33

CONCLUSION	34
ANNEXE I LISTES DES PROGRAMMES DE FORMATION	36

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1 : Sommaire des recommandations et meilleures pratiques internationales.....	ii
Tableau 2 : Informations générales sur le 4C Maroc	3
Tableau 3 : Axes prioritaires du 4C Maroc	4
Tableau 4 : Organes institutionnels du 4C Maroc.....	7
Tableau 5 : Instances de vérification du 4C Maroc.....	8
Tableau 6 : Activités du 4C Maroc favorisant la diffusion de connaissances en CC	9
Tableau 7 : Informations générales sur l'Asian Disaster Preparedness Center	12
Tableau 8 : Organes de gouvernance de l'ADPC.....	16
Tableau 9 : Thèmes stratégiques guidant l'action de l'ADPC	17
Tableau 10 : Liste non exhaustive des bailleurs de fonds de l'ADPC	20
Tableau 11 : Informations générales sur KITE	21
Tableau 12 : Structure institutionnelle de KITE	23
Tableau 13 : Composition du Conseil exécutif	23
Tableau 14 : Informations générales sur le CCCCC.....	26
Tableau 15 : Composition du Conseil d'administration.....	27
Tableau 16 : Programmes de formation financés par les bailleurs de fonds internationaux.....	37
Tableau 17 : Programme phare régional de formation en RRC.....	38

LISTE DES FIGURES

Figure 1 : Structure institutionnelle du 4C Maroc.....	5
Figure 2 : Quatre collègues impliqués dans le 4C Maroc	6
Figure 3 : Secteurs priorités par le 4C Maroc	9
Figure 4 : Répartition des sources de financement du 4C Maroc	11
Figure 5 : Phases d'application de l'approche de travail de l'ADPC	13
Figure 6 : Organigramme de l'ADPC.....	15
Figure 7 : Sources de financement de l'ADPC	19
Figure 8 : Structure opérationnelle de KITE	22
Figure 9 : Trois secteurs prioritaires de KITE	24
Figure 10 : Organigramme CCCCC	29
Figure 11 : Cinq secteurs prioritaires du CCCCC	31
Figure 12 : Lawrence Nicholas Building hébergeant le CCCCC	33

ABRÉVIATIONS

4C	Centre de Compétences Changement Climatique du Maroc
4Climate	Centre de Compétences sur les Changements Climatiques à Madagascar
ABF	Analyse des besoins en formation
ACC	Adaptation aux changements climatiques
ADPC	<i>Asian Disaster Preparedness Center</i>
ANASE	Association des nations de l'Asie du Sud-Est
AND	Autorité Nationale Désignée
ASACR	Association sud-asiatique pour la coopération régionale
AT	Assistance technique
BAD	Banque asiatique de développement
BCAH	Bureau de la coordination des affaires humanitaires
BID	Banque interaméricaine de développement
CA	Conseil d'administration
CARICOM	Communauté caribéenne
CC	Changements climatiques
CCCCC	<i>Caribbean Community Climate Change Centre</i>
CCI	Comité consultatif international
CCNUCC	Convention-cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques
CDKN	Alliance pour le Climat et le Développement
CPDN	Contribution prévue déterminée au niveau national
CTCN	Centre et réseau des technologies climatiques
DFID	Département pour le Développement International du Royaume Uni
DMN	Direction de la Météorologie Nationale
ECC	Éducation au Changement Climatique au service du Développement Durable
EDD	Éducation au développement durable
EE	Efficacité énergétique
END	Entité nationale désignée
ER	Énergies renouvelables
FEM	Fonds pour l'environnement mondial
FST	Faculté des Sciences

FVC	Fonds vert pour le climat
GES	Gaz à effet de serre
GIP	Groupement d'Intérêt Public
GIZ	<i>Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit</i>
IFI	Institutions financières internationales
INSMET	Institut de météorologie de la République de Cuba
MdE	Ministère délégué marocain, chargé de l'Environnement
MDP	Mécanisme de développement propre
MEEF	Ministère de l'Environnement, de l'Écologie et des Forêts
MEM	Ministère de l'Énergie, des Mines et du Développement Durable
MRV	Surveillance, notification et vérification
MUAT	Ministère de l'Aménagement du Territoire National, de l'Urbanisme, de l'Habitat et de la Politique de la Ville
ODD	Objectifs du développement durable
OIM	Organisation internationale pour les migrations
OMM	Organisation météorologique mondiale
ONG	Organisation non gouvernementale
ONU	Organisation des Nations Unies
ONU-DI	Organisation des Nations Unies pour le développement industriel
ONU-HABITAT	Programme des Nations Unies pour les établissements humains
OREDD	Observatoires régionaux de l'environnement et du développement durable
PCCM	Politique du changement climatique au Maroc
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
ppm	partie par million
RCC	Comité consultatif régional sur la gestion des catastrophes
REETA	Assistance Technique pour l'Énergie Renouvelable et l'Efficacité Énergétique
RRC	Réduction des risques de catastrophe
UN-Environnement	Programme des Nations Unies pour l'environnement
UNESCO	Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture
UNITAR	Institut des Nations Unies pour la Formation et la Recherche
USAID	Agence des États-Unis pour le développement international
USFS	Service des forêts des États-Unis

INTRODUCTION

Econoler, en partenariat avec Baastel, deux organisations canadiennes œuvrant dans l'adaptation et l'atténuation des changements climatiques (CC), a été mandatée par l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI) sous l'égide du Centre et réseau des technologies climatiques (CTCN) pour apporter une assistance technique à la mise en place d'un Centre de Compétences sur les Changements Climatiques (4Climate) à Madagascar. L'objectif de cette assistance technique est de créer des conditions favorables à la création d'un 4Climate à Madagascar, afin d'organiser des activités de sensibilisation et de formation, et de manière plus générale, pour diffuser de l'information théorique et pratique sur les changements climatiques. Cette assistance technique doit permettre à l'équipe de fournir une série de recommandations sur les options pertinentes pour la création et le fonctionnement du Centre.

À cet effet, il a été requis de procéder à une cartographie exhaustive et une revue analytique des centres ou projets d'éducation sur les changements climatiques à l'échelle internationale afin d'alimenter la réflexion sur l'établissement du 4Climate et de présenter des leçons apprises et des recommandations sur les meilleures pratiques internationales en la matière. L'équipe a tout d'abord élaboré une liste de 19 centres ou programmes de formation internationaux en matière de changements climatiques pour permettre d'en sélectionner 5 pour une analyse détaillée. Cette sélection a été réalisée en étroite collaboration avec l'Entité nationale désignée (END), le ministère de l'Environnement, de l'Écologie et des Forêts (MEEF), et l'organisation requérante, l'ONG Mahariitra. Cette sélection a été réalisée le 6 juin 2017 en appliquant les critères de sélection suivants :

- › Les pays hôtes présentant des conditions similaires à celles de Madagascar;
- › Les secteurs ciblés pertinents par rapport aux priorités prédéterminées pour Madagascar;
- › La diversité des outils d'enseignement et de formation en place;
- › La diversité dans les modes de financement;
- › La disponibilité des données et l'accessibilité à une personne de contact fiable;
- › La bonne documentation disponible sur les enjeux, les stratégies d'atténuation et les bonnes pratiques.

Cinq expériences internationales ont été retenues pour faire l'objet d'une analyse approfondie à l'aide d'une collecte de données lors d'entrevues à distance et de recherches documentaires. Ces dernières incluent le 4C Maroc, l'ADPC, le KITE, et le CCCCC. Le programme *Eco-Schools Indian Ocean* avait également été retenu dans la sélection, mais il a été impossible d'obtenir une entrevue à temps avec les organisateurs et ne fait donc pas l'objet d'une présentation détaillée dans le cadre de ce livrable.

Une entrevue d'environ une heure a été menée avec un représentant senior de chacune des organisations. Les études de cas élaborées et présentées ici pour chacun des centres ou programmes sélectionnés permettent de présenter des leçons apprises et des recommandations sur les meilleures pratiques internationales en ce qui a trait au centre de formation et de compétences sur les changements climatiques et de préparer la mise en place du 4Climate à Madagascar.

1 ÉTUDES DE CAS D'EXPÉRIENCES INTERNATIONALES

Les études de cas de chacun des quatre centres sélectionnés qui sont présentées ci-après, comprennent des informations sur la portée des services, les méthodes et les outils d'éducation utilisés, le dispositif institutionnel et le fonctionnement des centres, les bonnes pratiques cernées et les recommandations.

1.1 Centre de Compétences Changement Climatique du Maroc (4C Maroc)

1.1.1 Informations générales

Le projet 4C a été propulsé par la ratification par le Maroc de l'Accord de Paris sur le climat en septembre 2016. Afin d'atteindre les ambitieuses cibles de réduction des gaz à effet de serre (GES) de 42 % d'ici 2030, prévues dans sa Contribution prévue déterminée au niveau national (CPDN), le Gouvernement du Maroc a entrepris d'inclure concrètement tous les acteurs nationaux pertinents. Le 4C est donc chargé de centraliser ces efforts et d'agir comme plateforme de coopération et de coordination nationale.¹

Tableau 2 : Informations générales sur le 4C Maroc

Item	information
Date de fondation	Institutionnalisé en 2015, fondé en 2016
Nombre d'employés permanents	15
Nombre de bénévoles	-
Localisation (siège social)	Rabat
Portée géographique	Nationale et régionale (Maghreb et Afrique)

¹ Politique du changement climatique au Maroc (PCCM), mars 2014, disponible en ligne : <http://www.4c.ma/medias/PCCM%20-%20Politique%20Changement%20Climatique%20Marocaine.pdf>

1.1.2 Approche d'intervention

L'objectif de la création de ce Centre est d'agir en tant que plateforme de renforcement des compétences des acteurs pertinents de différents secteurs et de diffuser de l'information en matière de CC. La création du 4C Maroc a été prévue dans la Politique du changement climatique au Maroc (PCCM). Ce Centre agit comme une agence d'accompagnement et de soutien du ministère marocain délégué chargé de l'Environnement. Le 4C Maroc souhaite favoriser la transmission du savoir-faire scientifique et technique marocain à l'Afrique et mondialement. Pour se faire, trois axes prioritaires orientent les différents projets du Centre (voir Tableau 3).

Tableau 3 : Axes prioritaires du 4C Maroc

Axes prioritaires	Objectifs et activités
Développement d'instruments d'atténuation et d'adaptation pour la mise en œuvre de la politique climatique	<ul style="list-style-type: none"> › Appui à la préparation de la CPDN selon les recommandations de la Convention-cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques (CCNUCC) › Mise en place d'un système national d'inventaires des GES institutionnalisé › Étude sectorielle sur la gouvernance de l'adaptation › Développement d'outils et d'approches en adaptation et atténuation adaptés au contexte national et local (systèmes MRV/ indicateurs ACC) › Mise sur pied d'une base de données d'experts nationaux en changement climatique
Formation et renforcement des capacités	<ul style="list-style-type: none"> › Formations pour les responsables du ministère de l'Énergie, des Mines et du Développement Durable (MEM) à l'échelle nationale et régionale, d'autres secteurs ministériels pertinents et agences publiques. Formation également pour le secteur privé, la société civile et les institutions d'éducation de tous niveaux. › Formation de la délégation marocaine pour les négociations sur le climat (préparation de la COP22 de Marrakech et formation des négociateurs pour la COP23) › Stratégie de communication et de formation sur les CC.
Échange d'expériences et dialogue international	<ul style="list-style-type: none"> › Le 4C Maroc aspire à jouer un rôle important en coopération Sud-Sud sur le continent africain dans la cadre de la mise en œuvre de l'Accord de Paris et afin de favoriser le transfert de compétences dans le domaine des CC, au-delà des frontières marocaines. › Appui à la participation du Maroc dans le cadre des négociations internationales climatiques. › Appui à la mise en place de l'Autorité Nationale Désignée (AND) et des entités de mise en œuvre pour le Fonds vert pour le climat (FVC). › Échanges et partenariats avec des centres internationaux similaires au 4C Maroc.

Depuis sa création, le 4C Maroc agit activement comme agence de mise en œuvre de la politique de CC nationale en plus d'offrir des ateliers de formation à différents acteurs de la région. Le Centre offre également son appui à la délégation nationale de la CCNUCC et soutient le ministère délégué marocain, chargé de l'Environnement (MdE), dans le renforcement des capacités sur les différentes thématiques de l'atténuation et de l'adaptation aux CC.

1.1.3 Structure institutionnelle et opérationnelle

Le 4C Maroc a été institutionnalisé par l'Assemblée Générale constitutive le 7 octobre 2015 en présence des 48 membres fondateurs, incluant 18 départements ministériels, 14 établissements publics en recherche et éducation, 6 groupements professionnels privés et 10 associations représentant la société civile. Il a été créé officiellement le 3 novembre 2016, en tant que Groupement d'Intérêt Public (GIP)² par un arrêté conjoint du ministre délégué chargé de l'Environnement et du ministre des Finances.³ Le GIP se trouve entre les deux logiques d'une organisation publique et d'une organisation non gouvernementale (ONG). Les organes du GIP sont l'assemblée générale, le Conseil d'administration (CA) et le directeur (Figure 1).

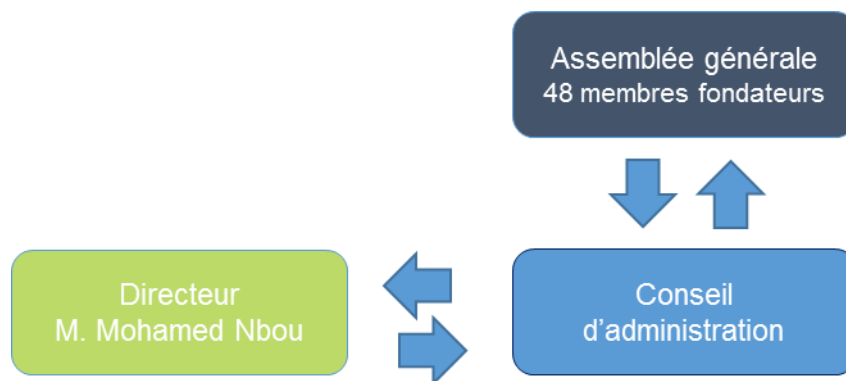


Figure 1 : Structure institutionnelle du 4C Maroc⁴

Le CA a tenu sa première réunion le 6 février 2017, durant laquelle il a nommé M. Mohamed Nbou, directeur des CC, de la Diversité biologique et de l'Économie verte au sein du ministère chargé de l'Environnement et ex-ministre délégué à l'Environnement, au poste de directeur du 4C Maroc.

Implication des acteurs clés

Au cœur de la stratégie institutionnelle du 4C Maroc se trouve la volonté d'impliquer les acteurs clés au succès de la phase de mise en œuvre de l'Accord de Paris sur le climat et atteindre les cibles de réductions des GES figurant dans la CPDN du Maroc. Ces acteurs sont divisés en quatre « collèges », présentés à la Figure 2 ci-dessous. Ils incluent le secteur public (national et collectivités territoriales), le secteur privé, la société civile et la recherche et expertise. Chaque collège est représenté dans le CA du 4C proportionnellement au poids de chaque secteur au Maroc.

² Selon la Loi n° 08-00 relative aux groupements d'intérêt public (GIP) du Maroc, le GIP a pour objet d'exercer pour le compte de ses membres pendant une durée déterminée, des activités d'enseignement, de formation, de recherche ou de développement technologique et de gérer, pour leur compte, des équipements d'intérêt commun nécessaires à ces activités. Le GIP ne peut avoir pour but la réalisation de bénéfices.

³ Parution au Bulletin Officiel N° 6514

⁴ Loi n° 08-00 relative aux groupements d'intérêt public (GIP), (B.O du 1er juin 2000). Disponible en ligne : <http://jurismaroc.vraiforum.com/t52-groupements-d-interet-public.htm>



Figure 2 : Quatre collèges impliqués dans le 4C Maroc⁵

Gestion du 4C Maroc

Le 4C Maroc répond au principe de gouvernance plurielle, puisque tous les membres sont appelés à contribuer à son fonctionnement. Les différents organes décisionnels et opérationnels du 4C Maroc sont présentés dans le Tableau 4. Les fondements juridiques du GIP prévoient également des instances de vérification pour assurer la transparence de l'organisation, comme présentées au Tableau 5.

⁵ 4C Maroc, Le 4C Maroc. Disponible en ligne : http://www.4c.ma/medias/4c_mindmap_french_small.jpg

Tableau 4 : Organes institutionnels du 4C Maroc

Organe	Responsabilités	Composition et fonctionnement
Assemblée générale (AG)	<p>Elle joue un rôle clé dans la mise en place et le fonctionnement institutionnels, opérationnels et juridiques du 4C Maroc pour les responsabilités suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> › Adopter la convention constitutive du 4C Maroc en tant que GIP; › Décider des contributions financières de chaque partie; › Désigner les membres du CA; › Nommer un commissaire aux comptes (CAC) pour une période de 4 ans › Présenter un projet de plan d'affaires 	<p>Présidée par la ministre déléguée chargée de l'Environnement et composée des 48 membres fondateurs, un pour chaque institution comprise dans les quatre collèges (18 départements ministériels, 14 établissements publics en recherche et éducation, 6 groupements professionnels privés et 10 associations représentant la société civile).</p> <p>La majorité des voix doit être détenue par les établissements publics membres du groupement et statue à la majorité des voix dont disposent les membres présents.</p> <p>Se réunit au moins une fois par an et au plus tard le 6^e mois suivant la date de clôture de l'exercice, sur convocation du CA.</p>
Conseil d'administration	<ul style="list-style-type: none"> › Administrer le Centre et prendre les décisions sur les priorités; › Nommer le directeur général; › Définir le plan d'affaires et la stratégie de financement à l'égard des bailleurs de fonds; › Rédiger un rapport annuel de gestion du Centre pour informer les membres sur toutes les activités du Centre au cours de l'exercice écoulé. 	<p>Le CA comprend un représentant de chacune des organisations membres. Les administrations représentant les membres sont cooptées par l'AG.</p> <p>La majorité des voix doit être détenue par les établissements publics du groupement</p> <p>La durée du mandat des administrateurs est fixée dans la convention, mais ne peut dépasser 4 ans.</p> <p>Les administrateurs sont rééligibles pour un deuxième mandat et peuvent être révoqués à tout moment par l'AG.</p>
Directeur	<ul style="list-style-type: none"> › Assurer le bon fonctionnement du Centre, sous l'autorité du CA; › Superviser et coordonner le développement des programmes, la gestion des activités du Centre, du développement de partenariats, de la logistique des programmes de formation, etc. › Superviser le comité de validation qui révise les candidatures reçues pour la base de données d'experts et les soumissions de dossiers pour la bibliothèque virtuelle 	<p>Le directeur est nommé par le CA lors de l'assemblée constitutive et assure le fonctionnement du Centre sous l'autorité du CA</p>

Tableau 5 : Instances de vérification du 4C Maroc

Instance	Responsabilités	Procédure de nomination
Commissaire aux comptes (CAC)	<ul style="list-style-type: none"> › Vérifier les valeurs, les livres et les documents comptables du GIP ainsi que la conformité de sa comptabilité aux règles en vigueur; › Vérifier la concordance, avec les états de synthèse, des informations données dans le rapport de gestion du CA et dans les documents adressés aux membres sur le patrimoine du GIP, sa situation financière et ses résultats. 	<p>Nommé par l'AG pour une période de quatre ans</p> <p>Le CAC ne peut siéger au CA</p>
Commissaire du gouvernement	<ul style="list-style-type: none"> › Assister aux séances des assemblées générales et du CA du GIP; › Peut se faire communiquer tous les documents concernant l'administration et la gestion du groupement et visiter, de manière inopinée ou autre, les locaux du GIP; › Dispose d'un droit de veto suspensif de 15 jours pour les décisions qui mettent en jeu l'existence ou le bon fonctionnement du groupement. 	<p>Nommé auprès du GIP par le ministre chargé des Finances</p>

Partenariats

Le 4C Maroc s'associe avec une vaste gamme d'organisations nationales et internationales issues des secteurs public et privé ainsi que de la société civile pour développer et conduire ses programmes de formation, lui conférant une grande crédibilité et légitimité. Un lien privilégié existe avec les universités des régions pilotes (Cadi Ayyad de Marrakech et Faculté des Sciences (FST)-Tétouan). La Direction de la Météorologie Nationale (DMN), en tant que gestionnaire des données météorologiques, est une autre partenaire d'importance.

1.1.4 Développement des programmes d'éducation

Le plan d'affaires du 4C Maroc définit trois axes prioritaires guidant le développement de ses programmes de formation et d'éducation :

- 1 Assurer une planification sectorielle et territoriale soucieuse des impératifs liés aux CC;
- 2 Améliorer la bancabilité des projets d'assistance technique;
- 3 Développer et diffuser un système national de surveillance, notification et vérification (MRV).

La section suivante décrit les principales étapes déterminées par le 4C Maroc pour réaliser le développement de ses programmes couvrant les trois axes d'intervention mentionnés ci-dessus.

Assurer l'accès aux connaissances et au savoir-faire

Le 4C Maroc procède à trois activités afin de répondre aux objectifs de transfert de connaissance et de développement d'une stratégie de communication nationale liée aux CC (Tableau 6).

Tableau 6 : Activités du 4C Maroc favorisant la diffusion de connaissances en CC

Activité	Description
Mise en place d'une base de données d'experts	L'une des premières activités du 4C Maroc a été de mettre en place une base de données d'experts nationaux (basés au Maroc et à l'étranger). Cette base de données offre au Centre un accès privilégié à une vaste connaissance et à un savoir-faire en matière d'adaptation et d'atténuation des CC au Maroc, que le Centre n'a pas nécessairement à l'interne. Les experts locaux peuvent soumettre leur candidature selon leurs champs de compétence spécifique via le site Internet du Centre et ainsi mettre leurs connaissances spécifiques à la disposition des utilisateurs.
Compilation et développement d'une documentation relative aux CC	Le 4C Maroc joue un rôle important dans l'amélioration de la qualité des données relatives aux CC par la publication de données spécifiques au Maroc. Il met à disposition une bibliothèque virtuelle pour publier des documents, des publications, des vidéos et des photos relatifs aux CC. La documentation provient de plusieurs sources : <ul style="list-style-type: none"> › Compilation de documents existants sur les CC au Maroc › Soumission de dossiers par des experts nationaux en CC au CA › Inventaire national des émissions de GES pour la période 2010-2014 ventilé par secteurs et différentes analyses permettant d'établir des résultats globaux et de définir des recommandations. › Indicateurs nationaux des CC dans le domaine de l'eau, de l'agriculture, de la forêt et de la biodiversité.
Veille des développements nationaux en matière de CC	Mise en place d'une veille des décisions politiques et des mesures techniques, réglementaires, institutionnelles et organisationnelles prises pour lutter contre le changement climatique au Maroc. ⁶ Cette veille sera hébergée au sein du 4C Maroc sous la forme d'un portail Internet avec une actualisation semestrielle.

Ciblage des secteurs, des bénéficiaires et des besoins en formation

Les secteurs priorités sont étroitement alignés sur les priorités politiques nationales en matière de CC (notamment la PCCM et les CDPN) et sont déterminés en fonction de leur poids important en matière d'émissions de GES, selon l'inventaire national des émissions de GES (Figure 3).



Figure 3 : Secteurs priorités par le 4C Maroc

⁶ PCCM, *loc cit.*

Quant aux bénéficiaires, ils ont été déterminés en grande partie lors de la structuration des collègues et de la sélection des organisations importantes qui feront partie de chacun de ces derniers. Le 4C Maroc s'est alors affairé à déterminer quels acteurs étaient déterminants pour la mise en œuvre de l'Accord de Paris. Une évaluation des besoins de formation a ensuite été menée à l'aide d'ateliers participatifs impliquant les différents groupes de bénéficiaires pour déterminer les lacunes sur le plan des connaissances et des compétences, permettant de développer un programme de formation à la carte pour offrir une réponse personnalisée.

Le 4C Maroc a également à sa disposition un guide de formation pour adapter le discours sur les CC à chacun des groupes de bénéficiaires, pour répondre à leurs impératifs, par exemple, le gouvernement national parle de politiques liées aux CC et de réduction des GES alors que les collectivités territoriales sont davantage touchées par des données socio-économiques sur la croissance et la création d'emplois.

Sélection des méthodes de formation

Le 4C Maroc préconise l'utilisation d'une vaste gamme de méthodes de formation andragogiques, sélectionnées selon les objectifs des programmes et le public cible. L'approche d'apprentissage vise une alternance entre les apports théoriques, l'analyse des pratiques et des expériences des participants et le travail en groupes restreints sur des cas précis. L'Annexe I fournit des informations détaillées sur les principales caractéristiques de quelques cours présentement diffusés par le Centre et ses partenaires, le public cible ainsi que les méthodes de formation privilégiées.⁷

1.1.5 Stratégie et sources de financement

Le financement initial de 4,5 millions d'euros dédié à la mise en place du 4C Maroc provenait du ministère fédéral allemand de l'Environnement dans le cadre de son initiative climatique internationale (IKI BMUB). L'appui à la mise en place du 4C Maroc a été piloté par la GIZ de septembre 2013 à décembre 2017. Aujourd'hui, deux sources de financement assurent le budget du Centre, soit les droits d'adhésion de ses membres et les contributions des bailleurs de fonds (Figure 4). La structure légale du Centre en tant que GIP offre une grande flexibilité en matière de financement.

⁷ 4C Maroc, Catalogue des formations en changement climatique 2017. Disponible en ligne : http://www.4c.ma/medias/catalogue_des_formationen_en_changement_climatique.pdf

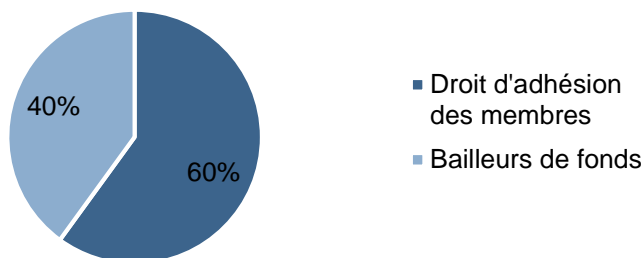


Figure 4 : Répartition des sources de financement du 4C Maroc

Droits d'adhésion des membres

Les membres sont les organisations impliquées dans les quatre collèges et paient des droits d'adhésion selon un minimum défini par le 4C Maroc. Ce montant varie pour chacun des collèges (secteurs). Toute organisation nationale liée aux thématiques de l'un des quatre collèges peut faire une demande pour devenir membre du collège sur une base volontaire. Malgré sa fondation récente, le Centre attire déjà un grand nombre d'organisations qui désirent rejoindre en tant que membres et le 4C limite actuellement les adhésions afin d'assurer une cohérence de ses membres.

Bailleurs de fonds

Le 4C Maroc répond à un besoin pressant des bailleurs de fonds qui souffrent d'un manque de synergie nationale pour canaliser leurs ressources financières qui sont dispersées parmi les secteurs privé et public, de même que la société civile. Ils démontrent ainsi un grand intérêt à l'égard du 4C qui agit à titre d'agent de coordination des efforts en matière de renforcement des capacités liées aux CC au Maroc.

Les bailleurs de fonds sont autant nationaux qu'internationaux. Au plan national, des entités telles que la Confédération générale des entreprises du Maroc et le ministère de l'Environnement soutiennent le Centre en injectant des sommes d'argent au-delà de leur droit d'adhésion. Au total, les sommes reçues par ces bailleurs de fonds représentent environ 40 % du budget annuel du Centre. Au plan international, les fonds sont toujours octroyés par des contrats de gré à gré. Le 4C Maroc reçoit, entre autres, des fonds des organisations suivantes : Fonds vert pour le climat, Banque mondiale, Union européenne et GIZ.

1.1.6 Infrastructure

Le 4C Maroc est situé dans un bâtiment existant (Immeuble Fadaâ Annakhil 1- Espace les Palmiers) à Rabat, dans lequel est également hébergé le ministère de l'Aménagement du Territoire National, de l'Urbanisme, de l'Habitat et de la Politique de la Ville (MUAT) ainsi que d'autres organisations nationales.

1.1.7 Bonnes pratiques déterminées et recommandations

Les aspects suivants sont ressortis comme des bonnes pratiques du 4C Maroc et devraient guider l'établissement du 4Climate à Madagascar :

- › Les CC étant une thématique transversale, il est primordial de favoriser une participation nationale qui soit plurielle. Trop longtemps les CC ont été l'apanage du secteur public en délaissant le secteur privé et les universités. Selon le directeur M. Mohammed Nbou, le Centre bénéficie d'une grande impulsion due à sa reconnaissance comme acteur clé pour mettre en œuvre la volonté politique nationale de lutte contre les changements climatiques. Ainsi, un grand nombre d'acteurs nationaux désirent faire partie du Centre, forgeant sa crédibilité et sa reconnaissance et augmentant les recettes de l'organisation.
- › Les activités favorisant l'accès aux connaissances et au savoir-faire (base de données d'experts et bibliothèque virtuelle) permettent d'asseoir la crédibilité et la visibilité du 4C Maroc comme une ressource faisant autorité en complément de sensibiliser la population et les acteurs pertinents aux enjeux et aux stratégies d'adaptation et d'atténuation en matière de CC.

1.2 Asian Disaster Preparedness Center (ADPC)

1.2.1 Informations générales

L'ADPC est une organisation indépendante régionale qui possède plus de 30 ans d'expérience en gestion proactive des risques liés aux catastrophes naturelles. D'envergure régionale, l'ADPC couvre l'ensemble de la région Asie-Pacifique. Il a été initialement fondé dans le cadre d'un programme international auquel prenaient part le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), le Bureau de la coordination des affaires humanitaires (BCAH) et l'Organisation météorologique internationale.

Tableau 7 : Informations générales sur l'Asian Disaster Preparedness Center

Item	information
Date de fondation	1986
Nombre d'employés permanents	150
Nombre de bénévoles	Accueillent des stagiaires des universités régionales
Localisation (siège social)	Bangkok, Thaïlande
Portée géographique	États membres : Afghanistan, Bangladesh*, Bhoutan, Brunei, Cambodge*, Chine, Corée du Sud, Géorgie, Inde, Indonésie, Iran, Jordanie, Kazakhstan, Laos*, Malaisie, Maldives, Mongolie, Myanmar*, Népal, Pakistan, Papouasie Nouvelle-Guinée, Philippines, Sri Lanka, Thaïlande, Timor Leste et Vietnam* *Présence d'un bureau de pays

1.2.2 Approche d'intervention

L'objectif de l'ADPC est d'accroître la résilience de la région Asie-Pacifique aux répercussions des changements climatiques et des événements météorologiques extrêmes en déployant des outils de réduction des risques de catastrophe (RRC) et en diffusant de l'information et des formations sur le sujet.

Le portfolio de services de l'ADPC inclut le renforcement des capacités, l'intégration de la RRC dans les stratégies de développement nationales et régionales, l'amélioration des systèmes de RRC et l'analyse des risques de catastrophes dans la région Asie-Pacifique. L'approche de l'ADPC est étroitement liée aux objectifs du développement durable (ODD) de l'Organisation des Nations Unies (ONU) et du Cadre d'action de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe 2015-2030⁸. Elle s'articule autour de trois grandes phases (Figure 5).

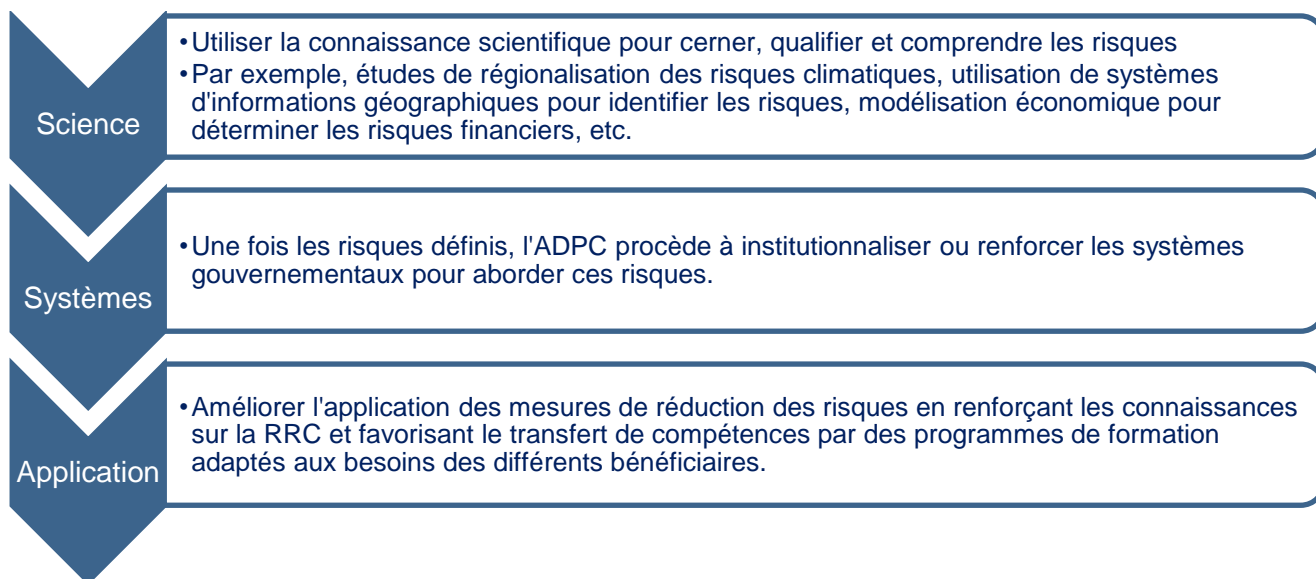


Figure 5 : Phases d'application de l'approche de travail de l'ADPC

Finalement, la mise en œuvre des formations arrive en dernière étape d'un processus plus global de lutte contre les CC. La portée du Centre dépasse la formation et vise notamment à informer les acteurs sur les enjeux par des conférences, des brochures, des campagnes de sensibilisation et de mise en œuvre de stratégies. L'approche de l'ADPC comprend également une participation active au dialogue et à la coopération régionale en matière de RRC : l'ADPC est très impliqué dans l'organisation de conférences régionales sur la RRC qui lui permet de promouvoir sa mission auprès des décideurs politiques.

⁸ ONU, Cadre d'action de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe 2015 – 2030, 18 mars 2015, disponible en ligne : http://www.unisdr.org/files/43291_frenchsendaiframeworkfordisasteris.pdf

1.2.3 Structure institutionnelle et opérationnelle

L'ADPC a été fondé en 1986 initialement en tant que centre de liaison de l'Institut asiatique des technologies et a été constitué en tant que fondation indépendante, sans but lucratif en vertu de la loi thaï.⁹ En 2005, l'ADPC a développé une charte intergouvernementale signée par les neuf pays fondateurs (Bangladesh, Cambodge, Chine, Inde, Népal, Pakistan, Philippines, Sri Lanka et Thaïlande). La charte est toujours en processus de ratification par les États membres fondateurs à la fin duquel l'ADPC obtiendra un statut d'organisation intergouvernementale et les États membres dirigeront pleinement le CA. Ce changement en matière de gouvernance facilitera certainement la recherche de financement du Centre, puisque les bailleurs de fonds verront d'un bon œil une plus grande appropriation du Centre par les États membres.

Gouvernance de l'ADPC

L'ADPC tire profit d'une structure institutionnelle décentralisée qui joue un rôle important pour assurer sa pérennité. Comme démontré dans la Figure 6, la gouvernance de l'ADPC est assurée par trois principales instances : 1) le Conseil d'administration (CA), soutenu par un comité de pilotage, 2) le comité consultatif régional sur la gestion des catastrophes (RCC) et 3) le Conseil consultatif international (IAC). Un organigramme détaillé est fourni à la Figure 6 et la description de chacun des organes de gouvernance est présentée au Tableau 8. La gestion interne est quant à elle assurée par deux instances :

- › Le comité exécutif est composé d'un président (aussi président du CA), d'un conseiller spécial et d'un directeur exécutif. Il sert à faire le pont entre les organes décisionnels du CA, du RCC et du IAC et la direction générale.
- › La direction générale est pilotée par le directeur exécutif et son bureau qui comprend cinq employés (spécialiste de communications, spécialiste des relations publiques, expert technique et une chargée de projet senior et assistant administratif) et les chefs de chacun des départements thématiques. Les membres se rencontrent selon les besoins, mais au minimum une fois par mois, pour superviser la mobilisation des ressources et la stratégie de développement des affaires. Ils orientent les activités des départements thématiques qui sont tous autonomes dans leurs activités, leurs budgets et leur recherche de financement, permettant à l'ADPC de fonctionner d'une manière décentralisée.

⁹ La loi thaï permet trois types d'enregistrement d'organisations : les compagnies, associations et fondations. Les fondations sont des organismes caritatifs sans but lucratif, qui pourrait être qualifié d'organisations non-gouvernementales. Les règles et réglementation encadrant l'établissement de ce type d'organisations sont spécifiées dans la loi Ministerial Regulations of Regulations, Operation and Registration of the Foundation B.E. 2545 (2002). Plus de détails sur l'établissement d'une fondation est disponible ici : <http://www.siam-legal.com/Business-in-Thailand/thailand-foundation.php>

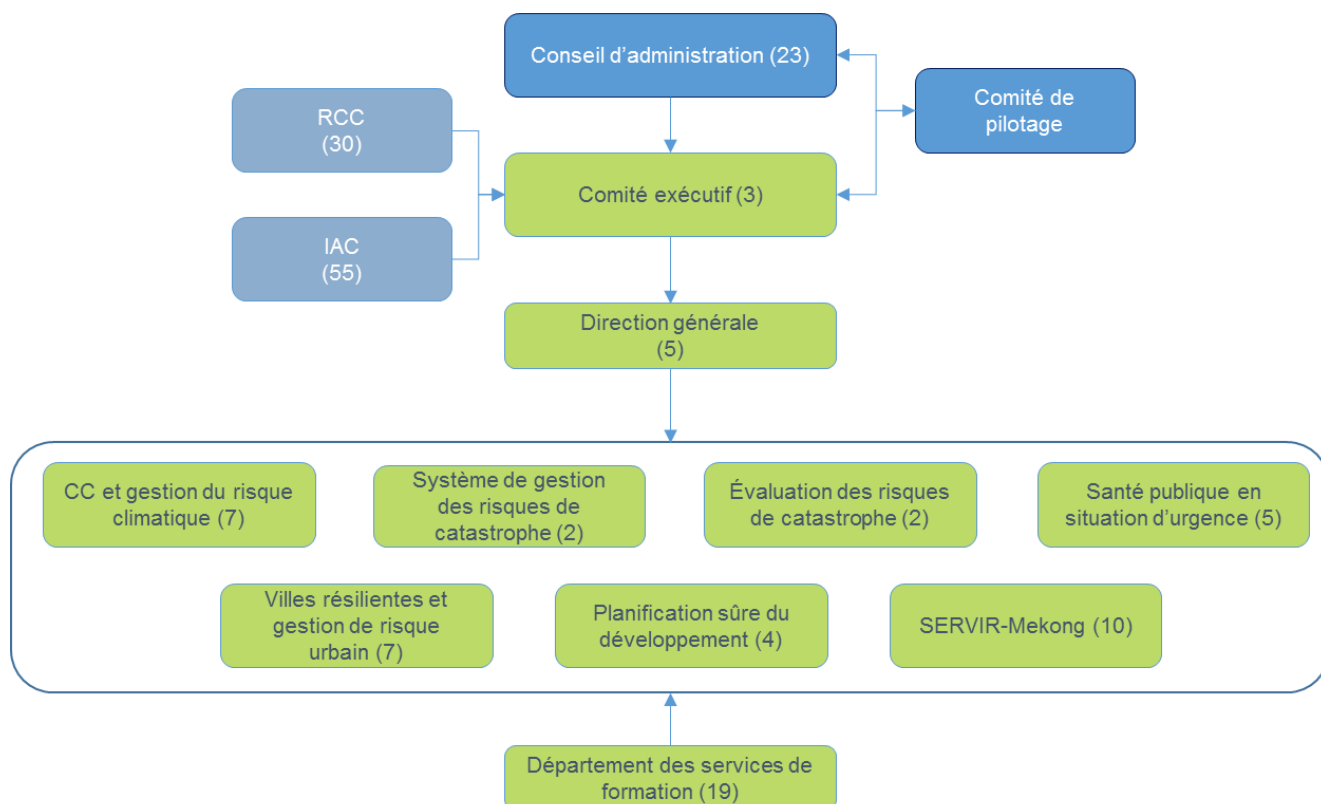


Figure 6 : Organigramme de l'ADPC

Les employés du Centre sont répartis dans les différents départements montrés à la Figure 6.¹⁰ Le département de formation est le plus volumineux, comprenant une vingtaine d'employés répartis dans six pays. L'équipe est formée d'un chef de département, d'experts en développement de capacité, de chargés de projets et d'experts techniques.

¹⁰ Le nombre indiqué entre parenthèses représente le nombre d'employés comme indiqué sur le site Internet lors de la consultation (2017-07-05). Il sert à donner un ordre de grandeur, mais ne correspond pas nécessairement au nombre à jour d'employés dans chacun des départements. <http://www.adpc.net/igo/contents/ourteam/aboutus-ourteam.asp#sthash.ldz1j23x.dpbs>

Tableau 8 : Organes de gouvernance de l'ADPC

Organe	Responsabilité	Composition et fonctionnement
Conseil d'administration (CA)	<ul style="list-style-type: none"> › Administrer et superviser les activités du Centre; › Établir des régulations et assurer que les résolutions soient exécutées; › Nommer des sous-comités pour mener des activités spécifiques sous la direction du CA. 	<p>Le CA de l'ADPC est présidé par Prof. Krasae Chanawongse et composé de 23 membres incluant des ambassadeurs extraordinaires et plénipotentiaires déployés en Thaïlande (Australie, Bangladesh, Chine, Danemark, France, Inde, Japon, Norvège, Pays-Bas, Pakistan, Philippines, Royaume-Uni, Sri Lanka, Suède et Vietnam) et de représentants du gouvernement thaï et de l'Institut asiatique des technologies. Une fois la charte intergouvernementale de l'ADPC ratifiée, ce sont les États membres qui siègeront au CA.</p> <p>Les membres sont élus pour une période de trois ans et se rencontrent au moins une fois par an.</p>
Comité de pilotage	<ul style="list-style-type: none"> › Fournir un appui plus concret et à la direction générale du Centre; › Fournir une orientation stratégique dans le cadre de la Charte intergouvernementale de l'ADPC 	<p>Les membres sont issus et nommés par le CA et se rencontrent 2 à 3 fois par an.</p>
Comité consultatif régional sur la gestion des catastrophes (RCC)	<ul style="list-style-type: none"> › Fournir un mécanisme consultatif pour le développement de stratégies en RRC; › Promouvoir des programmes coopératifs entre les pays membres à l'échelle régionale; › Fournir une plateforme de dialogue et d'échange. 	<p>32 membres de 26 pays incluant les représentants gouvernementaux des bureaux nationaux de gestion des catastrophes à travers la région Asie-Pacifique.</p> <p>Les membres se rencontrent sur une base annuelle.</p>
Conseil consultatif international (IAC)	<ul style="list-style-type: none"> › Fournir une orientation stratégique sur les thèmes principaux de RRC et soutenir la mission et les objectifs de l'ADPC 	<p>55 membres provenant de 18 pays qui comprennent des décideurs politiques, des praticiens reconnus en RRC et des chercheurs universitaires.</p>

Partenariats

Une étroite collaboration entre les organisations régionales, les agences de développement, les gouvernements locaux, nationaux et régionaux, les organisations gouvernementales et non gouvernementales et les bailleurs de fonds est absolument essentielle à l'accomplissement de la mission de l'ADPC et nécessite d'être au cœur de la structure institutionnelle de l'organisation. En 2016, l'ADPC a établi 65 nouveaux partenariats et a signé de nombreuses ententes de principes. Ce réseau non seulement assoit la légitimité et la crédibilité du Centre, mais il contribue également à en faire la promotion dans la région Asie-Pacifique et au-delà.

1.2.4 Développement des programmes d'éducation

L'ADPC se définit comme une des ressources principales en formation et en renforcement des compétences liées aux CC dans la région Asie-Pacifique. La section suivante décrit les principales étapes déterminées pour le développement de ses programmes.

Diffusion des connaissances et du savoir-faire

L'ADPC s'affaire à développer du contenu afin de diffuser de l'information sur les enjeux et les stratégies de RRC en Asie-Pacifique. Il développe notamment des études de cas nationales et des rapports techniques, lesquels sont tous disponibles pour consultation publique sur son site Internet.

Ciblage des secteurs, des bénéficiaires et des besoins en formation

La stratégie de l'ADPC pour l'horizon 2020 a également défini six thèmes stratégiques qui guident l'action du Centre (Tableau 9). À cela s'ajoutent des thèmes transversaux : genre et diversité, pauvreté et moyens de subsistance ainsi que coopération régionale.

Tableau 9 : Thèmes stratégiques guidant l'action de l'ADPC

No	Thème stratégique	Brève description
1	Gouvernance des risques	S'assurer que les politiques et les pratiques de développement incluent des mesures pour réduire les risques de catastrophes et du climat
2	Résilience urbaine	Renforcer les capacités des acteurs urbains à se préparer, à répondre et à s'adapter aux événements météorologiques extrêmes
3	Résilience climatique	Guide le travail du Centre pour améliorer la résilience aux changements climatiques de la région Asie-Pacifique
4	Gestion des risques de santé	Adapter et améliorer les services de santé pour répondre aux urgences causées par les catastrophes naturelles
5	Planification des secours	Préparer les gouvernements, les organisations de secours et les communautés à répondre adéquatement aux urgences climatiques
6	Reprise robuste	Aider les gouvernements, les citoyens et le secteur privé à reconstruire rapidement et efficacement après les désastres.

L'ADPC possède une méthodologie interne d'analyse de besoin en formation (ABF) afin de mener une évaluation exhaustive des lacunes de connaissances et de compétences des bénéficiaires. Selon le contexte, l'ADPC pourra utiliser une ou plusieurs des méthodes d'analyse suivantes :

- › Analyse documentaire;
- › Sondage simple pour évaluer le niveau de capacité;
- › Entrevues; et
- › Discussions thématiques de groupes.

Programmes et méthodes de formation

L'ADPC mène de front deux types de programmes de formation : le programme phare régional et les initiatives financées par les bailleurs de fonds.

Programme phare régional de formation en RRC

Depuis sa fondation en 1986, l'ADPC mène un programme d'ateliers de formation régionaux. La durée de ces ateliers varie d'un sujet à l'autre. À titre d'exemple, le *6th Regional Training Course on Nutrition in Emergencies* fut offert sur onze jours alors que d'autres formations sont plus courtes (de un à cinq jours). Totalement indépendant et par autofinancement, ce programme obtient d'excellents résultats, puisqu'il répond directement aux besoins précis des bénéficiaires ciblés, sans devoir répondre à l'agenda des bailleurs de fonds internationaux. Le programme est financé par les frais déboursés par les participants (environ 2 000 USD pour un cours d'une semaine). Une liste détaillée des cours disponibles indiquant les bénéficiaires, la durée et les frais est disponible au Tableau 17 de l'Annexe I.

Programmes de formation financés par les bailleurs de fonds

La plupart des programmes de formation de l'ADPC sont financés par des bailleurs de fonds internationaux et s'inscrivent dans le cadre de services de consultation mis en œuvre dans la région, comme ceux de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE), du *Channel Research*, de l'Association sud-asiatique pour la coopération régionale (ASACR) et du Service des forêts des États-Unis (USFS).

Méthodes de formation

L'ADPC préconise l'utilisation d'un mélange de techniques de formation adaptées aux adultes focalisant sur des présentations interactives, des exercices de groupes, des simulations de scénarios sur les RRC, des événements d'apprentissage par les pairs, des visites de terrains et institutionnelles, des jeux éducatifs, des présentations d'experts invités, des documentaires vidéo, des études de cas et partage des meilleures pratiques et des exercices de « remue-méninges collectif », etc.

1.2.5 Stratégie et sources de financement

Trois principales sources de financement assurent le budget du Centre, soit les frais payés par les participants lors des ateliers régionaux, le financement direct des programmes et les appels d'offres internationaux (Figure 7). L'ADPC a décidé de ne pas recevoir de contributions des États membres, afin d'éviter que ces derniers dictent les orientations de son agenda.

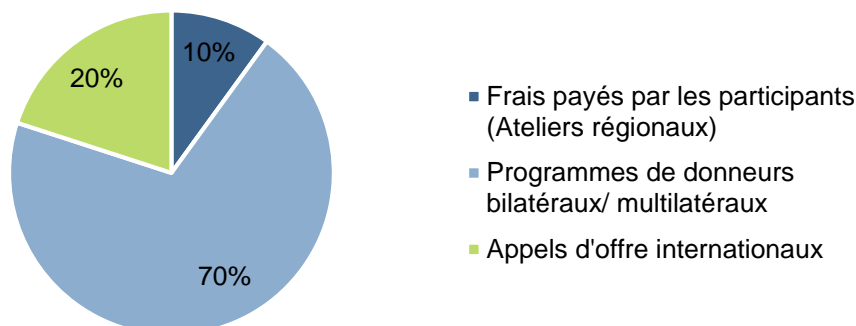


Figure 7 : Sources de financement de l'ADPC¹¹

La grande majorité des fonds de l'ADPC proviennent de programmes développés par les agences bilatérales et multilatérales de développement en fonction des besoins des États membres (Tableau 10), pour lesquels le Centre est ensuite mandaté pour leur mise en œuvre. Une autre partie plus modeste provient des appels d'offres internationaux, laquelle n'est pas une avenue privilégiée en raison de la forte compétition internationale. Finalement, une mince part des revenus provient des frais payés par les participants des ateliers régionaux, dont les fonds servent uniquement à la mise en œuvre annuelle du Programme phare régional de formation en RRC.

¹¹ Entrevue Econoler, juin 2017. Il est à noter que cette ventilation est une estimation sommaire du représentant interviewé et ne doit pas être considérée comme des chiffres officiels de l'organisation.

Tableau 10 : Liste non exhaustive des bailleurs de fonds de l'ADPC

Type de bailleurs de fonds	Organisations finançant l'ADPC
Organisations internationales et régionales	<ul style="list-style-type: none"> › Banque mondiale › UN-Environnement › Organisation internationale pour les migrations (OIM) › Organisation météorologique mondiale (OMM) › Banque asiatique de développement (BAD) › Programme des Nations Unies pour les établissements humains (ONU-HABITAT)
Financement de gouvernements étrangers et agences bilatérales de développement	<ul style="list-style-type: none"> › Ministères des Affaires étrangères de Norvège › Department for International Development (DFID) du Royaume-Uni › Agence des États-Unis pour le développement international (USAID) › <i>Japan International Cooperation Agency</i> (JICA) › GIZ › Gouvernement du Canada
Organisations philanthropiques	<ul style="list-style-type: none"> › <i>Thomson Reuters Foundation</i> › <i>Bill and Melinda Gates Foundation</i> › <i>Margaret A. Cargill Foundation</i> › <i>Rockefeller Foundation</i>

1.2.6 Infrastructure

Au départ, le Centre était une institution faisant partie de *l'Asian Institute of Technology*. L'ADPC avait son propre département dans l'université et dépendait entièrement de celle-ci. Dès le milieu des années 90, le Centre a acquis son indépendance et a déménagé pour louer un bureau au centre-ville afin de se rapprocher des bailleurs de fonds et des organisations partenaires. L'ADPC n'exclut pas la possibilité d'obtenir éventuellement ses propres locaux.

1.2.7 Bonnes pratiques déterminées et recommandations

Les aspects suivants sont ressortis comme des bonnes pratiques de l'ADPC qui devraient guider l'établissement du 4Climate à Madagascar :

- › L'ADPC oriente ses activités sur des stratégies internationales de développement et de RRC, ce qui lui confère une notoriété internationale et facilite sa recherche de financement. Le rapport annuel du Centre y fait continuellement référence afin de situer ses efforts dans un cadre plus global.

- › Il est primordial d'obtenir une crédibilité indéniable et de devenir une source fiable en matière de CC dans la région et à l'international. Pour ce faire, il est essentiel de s'affilier avec des banques de développement, des universités, des gouvernements et des partenaires ayant déjà une bonne réputation dans le domaine, et ce, très tôt dans le processus de développement du Centre.
- › Le nouveau Centre doit favoriser un développement incrémental. En effet, de nombreuses institutions similaires dans la région ont dû fermer après seulement quelques années en raison d'un développement trop rapide et faute d'avoir les moyens de leurs ambitions.
- › Bien que M. Sisira Kumara, directeur du département de formation, conseille de créer du contenu relatif aux CC adapté à la situation nationale de Madagascar, il suggère également d'utiliser le plus possible du contenu existant afin d'éviter d'y engager trop de ressources humaines et financières.

1.3 *Kumasi Institute of Technology and Environment (KITE)*

1.3.1 Informations générales

Le *Kumasi Institute of Technology and Environment* (KITE) est une organisation à but non lucratif qui agit comme un acteur clé dans les secteurs de l'énergie, des technologies et de l'environnement dans les dix régions du Ghana et en Afrique de l'Ouest.

Tableau 11 : Informations générales sur KITE

Item	information
Date de fondation	1996
Nombre d'employés permanents	14
Nombre de bénévoles	2 Canadiens, 3 mois par an (Ingénieurs sans frontières Canada)
Localisation (siège social)	Accra, Ghana
Portée géographique	Nationale et régionale (Ghana, Kumasi et Afrique de l'Ouest, CEDEAO)

1.3.2 Approche d'intervention

La mission de KITE est de promouvoir l'approvisionnement et l'utilisation efficace des ressources énergétiques et des services en matière d'environnement et de technologies au profit des communautés démunies d'Afrique par le renforcement des capacités, la recherche, la défense de politiques et la mise en œuvre de projets. L'objectif poursuivi est d'améliorer la durabilité et la productivité des communautés afin d'accélérer la réalisation des ODD et d'assurer une croissance économique stable des pays visés.

L'ensemble des services fournis par KITE répond aux besoins d'un vaste public cible, notamment les entrepreneurs, les politiciens, les citoyens locaux et les institutions financières. L'organisation cherche

à répondre aux besoins des bénéficiaires par la création de méthodologies adaptées basées sur des évaluations participatives des besoins, la mise en place de formations et la mise en œuvre de projets de consultation.

1.3.3 Structure institutionnelle et opérationnelle

Trois organes décisionnels et opérationnels forment la structure institutionnelle de KITE : 1) le Conseil exécutif, 2) la Direction générale et 3) les « Alliés » dans les ministères. La structure interne de KITE est présentée à la Figure 8 et montre la composition de la Direction générale et la coordination des employés, divisés en deux catégories : les chargés de projet et les chargés de recherche. Leurs rôles et responsabilités sont présentés dans le Tableau 12 et la composition du Conseil exécutif est détaillée dans le Tableau 13.

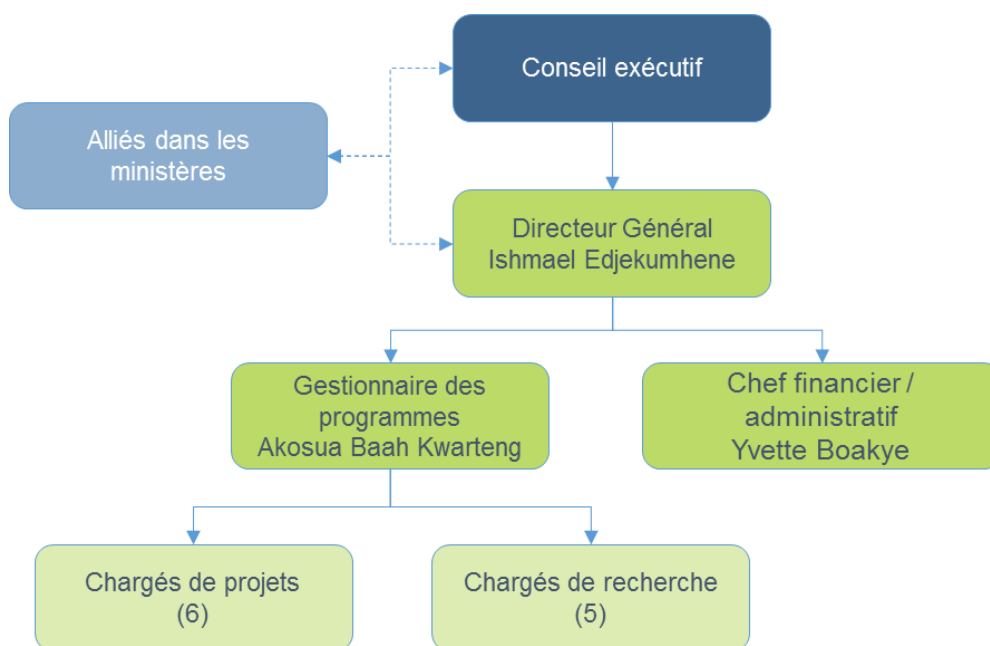


Figure 8 : Structure opérationnelle de KITE

Tableau 12 : Structure institutionnelle de KITE

Organe décisionnel	Rôles et responsabilités
Conseil exécutif	Formé de professionnels indépendants dans le secteur de l'énergie et du climat, le conseil exécutif recommande les orientations stratégiques de l'ONG.
Direction générale	Supervisée par un directeur général, la DG comprend également un Gestionnaire des programmes et un Chef financier et administratif. Elle est chargée des activités quotidiennes de l'organisation, de la gestion des programmes et de la coordination de deux équipes d'employés : 1) les chargés de recherche, responsables du développement des affaires, de la veille et réponse aux appels d'offres, de la collecte et analyse de données et de la cartographie des initiatives liées aux CC dans les juridictions voisines et 2) les chargés de projets, responsables de la gestion et de la coordination de projets et de la communication des résultats aux acteurs importants.
« Alliés » dans les ministères	KITE a développé de fortes relations de travail avec plusieurs représentants des ministères et des agences publiques ayant un rôle important dans le secteur des CC. L'ONG a désigné des « alliés » qui sont chargés de 1) représenter KITE dans leur ministère respectif, 2) faire avancer les priorités et l'agenda de l'organisation, 3) diffuser de l'information sur les champs d'action de KITE et 4) conseiller les ministères et les agences sur la potentielle implication de KITE afin d'appuyer les efforts du gouvernement en évitant la duplication.

Tableau 13 : Composition du Conseil exécutif

Poste	Nom	Profession
Présidente	Mme Theresa Osei Tutu	Consultante internationale, fondatrice et directrice THLRC Ghana Ltd, une firme offrant des services de consultation et de développement de compétences
Membre	Prof. Daniel Incoom	Directeur du département de la planification à l'Université des sciences et technologies Kwame Nkrumah
Membre	Prof. Chris Gordon	Directeur de l'Institut d'études environnementales et sanitaires de l'Université du Ghana
Membre	Dre Rose Mensah-Kutin	Directrice du bureau régional de l'organisation <i>ABANTU Development</i> , faisant la promotion des droits de femmes
Membre	Prof. Sulemana Al-Hassan	Professeur au département de génie minier de l'Université des mines et des technologies Tarkwa

1.3.4 Développement des programmes d'éducation

Ciblage des secteurs, des bénéficiaires et des besoins en formation

Trois secteurs sont priorisés par KITE et orientent son approche d'intervention en matière de formation (Figure 9).

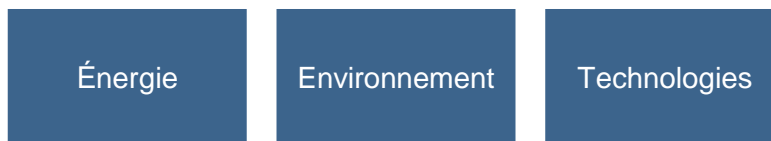


Figure 9 : Trois secteurs prioritaires de KITE

Les bénéficiaires des formations sont sélectionnés en fonction de ces trois secteurs et sont assez diversifiés (citoyens, entrepreneurs, décideurs politiques, fonctionnaires, fermiers, société civile, etc.). L'ONG a développé sa propre méthodologie d'analyse des besoins en formation qui est basée sur une méthode participative, impliquant une étroite interaction avec les bénéficiaires et l'organisation de groupes de discussion thématiques. KITE souligne qu'il est primordial d'adapter la méthodologie à la situation et aux besoins locaux.

Méthodes, processus d'évaluation et outils de formation

Cette section présente les méthodes et les outils de formation. Une liste non exhaustive des projets récents et courants de KITE est disponible à l'Annexe I.

Méthodes de formation

Les méthodes de formation privilégiées par KITE sont celles qui comportent une forte interaction entre les bénéficiaires. Leurs programmes vont d'ordinaire utiliser une combinaison d'approches théoriques par des cours interactifs, suivis d'activités de formation privilégiant une approche participative, telles que les formations sur le terrain, les démonstrations d'utilisation d'équipement, etc. Ils ont auparavant mis en œuvre un vaste programme transcontinental de formation en ligne (entre l'Afrique et l'Amérique latine) et ne recommandent pas cette approche qui crée une distance entre les formateurs et les participants et ne contribue pas à obtenir les résultats voulus. KITE se base également sur des méthodes internationalement reconnues et a adopté la méthodologie du Centre PNUE *Risoe* pour ce qui est du développement des projets de mécanisme de développement propre (MDP) et les formations y étant liées.

Processus d'évaluation

Le processus d'évaluation est aussi essentiel pour fournir une rétroaction, s'assurer que le programme remplit ses objectifs et améliorer leurs programmes dans le futur. Pour ce faire, l'ONG mène systématiquement une évaluation pré- et post projet. Le processus d'évaluation est également essentiel à la promotion des résultats du Centre auprès des décideurs politiques.

Outils de formation

Plusieurs outils pédagogiques sont utilisés afin de favoriser l'apprentissage des bénéficiaires. Quelques-uns sont énumérés ci-dessous :

- › Manuels incluant beaucoup de graphiques, tableaux et images pour favoriser la compréhension et la vulgarisation de thèmes complexes;
- › Guide d'investissement sur les MDP pour le ministère de l'Environnement (disponible en ligne);
- › Réseaux sociaux (particulièrement Facebook) dans le but de partager des outils et de mener des campagnes de sensibilisation.

1.3.5 Stratégie et structure de financement

L'ONG est financée à 100 % par des appels d'offres internationaux et ne reçoit aucun financement du Gouvernement ghanéen ou d'autres agences publiques nationales. La direction générale développe actuellement une nouvelle stratégie de développement des affaires afin de devenir proactive.

1.3.6 Infrastructure

KITE est situé dans un bâtiment existant au centre-ville d'Accra afin d'être situé près des ministères et des partenaires nationaux.

1.3.7 Bonnes pratiques déterminées et recommandations

Les aspects suivants sont ressortis comme de bonnes pratiques de KITE qui devraient guider l'établissement du 4Climate à Madagascar :

- › Le CA et la direction générale de KITE mettent beaucoup d'efforts afin que les décideurs politiques soient au courant de chacun des projets mis en œuvre par l'organisation depuis le démarrage jusqu'à l'évaluation. Leur engagement et leur reconnaissance sont absolument nécessaires pour que l'ONG ait un impact. Ils ont donc développé une stratégie de communication avec tous les ministères concernés.
- › Développer une stratégie de financement durable, notamment en intégrant les institutions financières.

1.4 *Caribbean Community Climate Change Centre (CCCCC)*

Le CCCCC est reconnu par la Convention-cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques (CCNUCC) comme le point focal sur les enjeux des CC dans les Caraïbes et par l'Institut des Nations Unies pour la Formation et la Recherche (UNITAR) comme un centre d'excellence.

1.4.1 Informations générales

Le CCCCC est né de la réflexion qu'une approche fragmentaire au fil des initiatives des bailleurs de fonds internationaux ne suffirait pas pour répondre aux pressants besoins en adaptation aux CC dans les Caraïbes et qu'une approche à long terme était nécessaire.

Tableau 14 : Informations générales sur le CCCCC

Item	information
Date de fondation	2005
Nombre d'employés permanents	15
Nombre de bénévoles	-
Localisation (siège social)	Belmopan, Belize
Portée géographique	Membres de la communauté CARICOM : Antigua-et-Barbuda, Bahamas, Barbade, Belize, Dominique, Grenade, Guyane, Haïti, Jamaïque, Montserrat, Sainte-Lucie, Saint-Kitts et Nevis, Saint-Vincent et les Grenadines, Suriname, Trinidad et Tobago

1.4.2 Approche d'intervention

Le CCCCC est un centre établi afin d'intervenir sur les plus pressants impacts des CC sur l'écosystème de la région caribéenne, incluant :

- › La hausse du niveau de la mer;
- › Le blanchiment des coraux;
- › L'acidification des océans;
- › Les tempêtes et les ouragans;
- › La sécheresse et les inondations.

L'approche préconisée par le CCCCC se veut exhaustive et holistique et dépasse largement le domaine de la formation et de la sensibilisation. Elle est articulée autour de cinq principaux piliers :

- 1 Création de contenu et diffusion d'information sur les changements climatiques par l'outil de base de données *Clearinghouse* disponible sur le site Internet du Centre¹²;
- 2 Développement de curriculum et de programmes de formation et de sensibilisation;
- 3 Développement et mise en œuvre de projets internationaux de consultation;
- 4 Formulation de conseils liés aux CC dédiés aux décideurs politiques; et
- 5 Mise en place et gestion de systèmes d'alerte rapide liés aux CC, notamment le Coral Reef Early Warning System (CREWS).

1.4.3 Structure institutionnelle et opérationnelle

Une forte impulsion politique a permis la mise en place du Centre qui fonctionne comme une entité légale approuvée par les chefs d'État de la Communauté caribéenne (CARICOM). Les statuts du CCCCC ont été définis par le Conseil légal de CARICOM et approuvés en septembre 2001. Le Centre agit donc en tant qu'agence d'exécution de CARICOM et est chapeauté par le CA sélectionné par le Conseil des ministres désignés par les chefs d'État de CARICOM.

Plusieurs organisations sont représentées au sein du CA, ce qui assure que les principaux acteurs ont voix au chapitre (Tableau 15).

Tableau 15 : Composition du Conseil d'administration

Nom	Organisation représentée
Chairman - Dr Leonard Nurse	Gouvernement de la Barbade
Mme Cheryl Dixon	<i>Caribbean Development Bank</i>
M. Gregory McGuire	Industrie du pétrole
Dr Douglas Slater	Secrétariat CARICOM
Mme Amanda Charles	Organisation du tourisme
Mme Helen Royer	Gouvernement de Dominique
Rear Admiral (Retd) Gary A R Best	Gouvernement de la Guyane
M. Sylvester Clauzel	Gouvernement de Sainte-Lucie
Dr John Charlery	Université des Indes occidentales
Dr Colin Young	Gouvernement du Belize
Mme Martha Guerra	Association de l'assurance des Caraïbes

¹² Base de données Clearinghouse, disponible en ligne : http://clearinghouse.caribbeanclimate.bz/?db_type=0&country=&collection=V501&s=§or=&topic=

Les activités quotidiennes du CCCCC sont supervisées par une équipe de la haute direction comprenant :

- › Dr Kenrick Leslie (Directeur exécutif);
- › Dr Ulric Trotz (Directeur adjoint et conseiller science);
- › M. Carlos Fuller (Responsable régional et international de liaison).

Un organigramme détaillé montrant chacun des départements et leur nombre d'employés est disponible à la Figure 10.

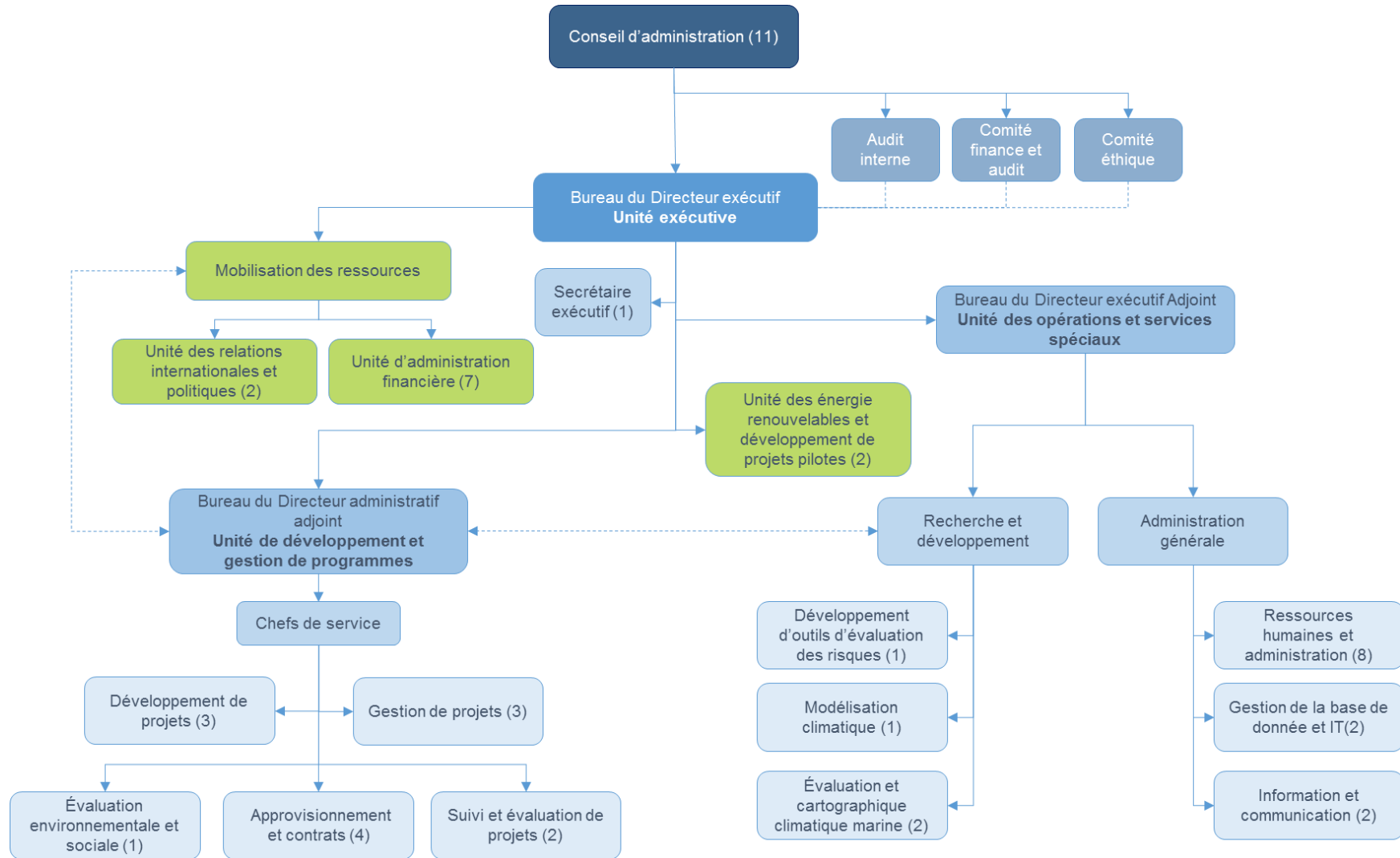


Figure 10 : Organigramme CCCCC

Partenariats

Le Centre travaille également en étroite coordination avec d'autres organisations clés de la région, principalement le *Caribbean Regional Climate Center*, hébergé par le *Caribbean Institute for Meteorology and Hydrology*. Des partenariats avec des organisations et des institutions internationales ont aussi été établis et permettent un transfert d'expertises et le partage d'outils et de méthodes d'analyse.

1.4.4 Développement des programmes d'éducation

Cette section vise à analyser deux des piliers des activités du CCCCC qui sont pertinents à la mise en place du 4Climate, soit 1) la création de contenus de formation et 2) la dissémination d'information sur les programmes et méthodes utilisés pour conduire les activités de formation et de sensibilisation sur les CC.

Création de contenu de formation et diffusion des connaissances

Le CCCCC agit comme un centre de recherche et d'analyse ainsi que comme acteur de diffusion de l'information sur les enjeux liés aux CC. Deux activités sont déterminantes pour réaliser cet objectif :

- › **La base de données Clearinghouse**¹³ comprend des livres, des vidéos, des stratégies régionales et nationales, des rapports de projets, des études et des articles scientifiques qui sont mis en ligne sur une base mensuelle. Lancée en 2010, l'outil a rapidement augmenté pour comprendre 3 830 documents en septembre 2013. L'auditoire ciblé comprend la presse, les citoyens, les équipes de mise en œuvre de projets, les gouvernements et les organisations partenaires. Il télécharge en moyenne 8 500 documents mensuellement.
- › **Projections et modèles climatiques** : en collaboration avec l'Institut de météorologie de la République de Cuba (INSMET)¹⁴ le CCCCC est activement engagé dans le développement de modèles et de projections climatiques couvrant la région des Caraïbes en utilisant le logiciel PRECIS fourni par le Centre Hadley basé au Royaume-Uni.

Ciblage des secteurs, des bénéficiaires et des besoins en formation

Le plan stratégique du CCCCC pour l'horizon 2021 indique cinq secteurs prioritaires dictant ses activités (Figure 11).

¹³ CCCCC, Regional Clearinghouse Database. Disponible en ligne : http://clearinghouse.caribbeanclimate.bz/?db_type=Climate%20Model&country=&collection=V501&s=§or=&topic=
¹⁴ INSMET, Site Internet officiel : <http://www.insmet.cu/asp/genesis.asp?TB0=PLANTILLAS&TB1=INICIAL>

**Figure 11 : Cinq secteurs prioritaires du CCCCC**

Programmes et méthodes de formation et de sensibilisation

Trois initiatives du CCCCC listées ci-dessous illustrent bien les orientations du Centre en matière de programmes et méthodes de formation. Une liste plus détaillée des programmes de formation du CCCCC est fournie à Annexe I. Le Centre a parfois recouru aux services de firmes de consultation internationales pour mener les programmes de formation.

- › **Projets dans les communautés** : Par la mise en œuvre de projets d'adaptation dans les communautés à risque, le CCCCC veut accélérer l'engagement des citoyens dans la lutte contre les CC et engendrer un changement de comportement à l'aide d'un processus participatif qui intègre les communautés comme partenaires. Les projets du CCCCC visent principalement les secteurs de la santé, du tourisme, de l'agriculture et des énergies renouvelables. Le CCCCC possède d'ailleurs un réseau d'experts disponibles pour tous les stades de développement et de mise en œuvre de projets.
- › **Lancement d'une initiative d'éducation en CC** : dans le cadre de la COP15 en décembre 2009, le CCCCC a lancé la campagne « 1.5 to stay alive » dont la mission comporte deux principales composantes :
 - Participer au dialogue international sur les CC en argumentant à l'échelle mondiale en faveur d'un niveau d'émissions de GES n'excédant pas 350 parties par million (ppm) afin de stabiliser le réchauffement climatique;
 - Sensibiliser les citoyens de CARICOM aux impacts des changements climatiques sur leurs moyens de subsistance, principalement en ciblant les jeunes.
- › **Programme en ligne de formation sur les énergies renouvelables (ER) et l'efficacité énergétique (EE)**¹⁵ : lancé dans le cadre du programme GIZ *Renewable Energy and Energy Efficiency Technical Assistance* (REETA), le programme vise à accroître les connaissances techniques liées aux énergies durables (principalement la bioénergie). Les outils utilisés comprennent des manuels de référence technique, des modules de formation (incluant présentation PowerPoint et vidéo) ainsi que des exercices et des examens.

¹⁵ CCCCC, Online Bioenergy Course, Site Internet officiel : <http://caribbeanclimate.bz/online-bioenergy-course/online-bioenergy-course.html>

1.4.5 Stratégie et structure de financement

Le CCCCC a initialement bénéficié de fonds octroyés par le Fonds pour l'environnement mondial (FEM) de 5,6 millions USD. Il a été décidé dès la fondation du CCCCC que les États CARICOM n'offriraient pas de soutien financier au Centre, mais offriraient des ressources en personnel et du soutien technique pour l'échange de savoir-faire. Dès 2004, le CCCCC a entrepris une campagne de promotion auprès des gouvernements étrangers afin de diversifier ses sources de financement. Ce faisant, il a reçu beaucoup de soutien bilatéral tant financier qu'en ressources humaines, notamment par l'Australie, la Grèce, l'Italie et le Secrétariat du Commonwealth.

Aujourd'hui, le CCCCC est financièrement indépendant et possède un Plan d'affaires détaillé pour assurer la pérennité financière du Centre. Le fait que le CCCCC agit en tant qu'agence d'exécution de CARICOM lui confère une grande légitimité et une renommée qui facilitent l'obtention de subventions. Le Centre fait également preuve de transparence et possède une structure comptable bien établie, comme démontré par la Politique contre la fraude¹⁶ et le mécanisme de plaintes en ligne¹⁷.

Accréditation du Fonds vert pour le climat

Le CCCCC a été accrédité en tant qu'entité d'exécution régionale par le Fonds vert pour le climat (FVC) le 9 juillet 2015, la première dans la région. Il agit désormais en tant qu'interface afin de diriger le financement du FVC dans les pays des Caraïbes ne pouvant pas coordonner les applications des points focaux nationaux.

Récipients de subventions d'organisations régionales et internationales

Le CCCCC reçoit des subventions d'organisations régionales, bilatérales et internationales et des institutions financières internationales (IFI) : L'équipe d'experts possède de solides compétences en développement de projets et rédactions de demandes de subventions.

- › Fonds pour l'environnement mondial;
- › Banque mondiale;
- › Département pour le Développement International (DFID) du Royaume-Uni;
- › Alliance pour le Climat et le Développement (CDKN);
- › Banque interaméricaine de développement (BID);
- › Agences des Nations Unies (UNESCO, UN-Environnement);
- › GIZ REETA.

¹⁶ Caribbean Community Climate Change Centre (CCCCC) Antifraud and Corruption Statement, 27 octobre 2014, disponible en ligne : < <http://dms.caribbeanclimate.bz/M-Files/openfile.aspx?objtype=0&docid=6066> >

¹⁷ CCCCC, Complaints, site Internet officiel : <http://caribbeanclimate.bz/complaints/complaints.html>

1.4.6 Infrastructure

Initialement hébergé dans les locaux de l'Université de Belize, le CCCCC a déménagé dans ses propres locaux dans le Lawrence Nicholas Building à Belmopan (Figure 12).



Figure 12 : Lawrence Nicholas Building hébergeant le CCCCC

1.4.7 Bonnes pratiques déterminées et recommandations

Les aspects suivants sont ressortis comme des bonnes pratiques du CCCCC qui devraient guider l'établissement du 4Climate à Madagascar :

- › Le CCCCC a favorisé un développement incrémental qui lui a permis de graduellement prendre de l'ampleur sans trop courir de risques financiers;
- › Il dispose d'une structure légale et opérationnelle bien établie et d'une transparence dans ses processus internes;
- › Il est considéré comme la source d'informations de références dans le domaine des CC dans la région, ce qui lui confère une crédibilité et une notoriété;
- › Les décideurs politiques sont bien engagés et impliqués au sein du CA, ce qui a été prévu ainsi dès la création du Centre;
- › Il est important d'avoir un statut et des articles d'association pour permettre une reconnaissance officielle du Centre par plusieurs acteurs et de construire une légitimité.
- › L'unité de développement et de gestion de programme permet une gestion centralisée du portfolio de programmes, résultant en une plus grande synergie entre les programmes eux-mêmes et entre le développement et la gestion des programmes.

CONCLUSION

En menant une cartographie exhaustive et une revue analytique des centres ou projets d'éducation sur les changements climatiques à l'échelle internationale, ce rapport permet d'énoncer des recommandations pour favoriser une mise en place efficace et stratégique du 4CLIMATE à Madagascar. Les meilleures pratiques qui ont été mises en exergue lors des entrevues avec les quatre centres sont présentées et résumées ci-dessous. Elles devront être considérées en fonction des quatre aspects principaux de la mise en place du Centre : 1) le champ d'intervention (priorisation des secteurs, méthodologies et programmes de formation), 2) institutionnalisation, 3) stratégie de financement et 4) choix d'infrastructure.

Bâtir une crédibilité

Afin de remplir sa mission d'éducation et de sensibilisation, le Centre doit s'imposer comme une source faisant autorité dans le domaine des changements climatiques et du développement durable. À cet effet, les activités favorisant l'accès aux connaissances et au savoir-faire permettent d'asseoir la crédibilité et la visibilité du Centre, de même que la participation aux forums de dialogue régional et international. Le développement de partenariats avec des organisations régionales et internationales (banque de développement, institutions pédagogiques et de recherche, organisations internationales, etc.) est également à privilégier très tôt dans le processus d'établissement du Centre. Finalement, l'affiliation à une institution nationale déjà reconnue dans le domaine des CC et bien implantée dans le pays (par exemple un comité technique national, une université ou un centre de recherche) contribue à donner une crédibilité au Centre dès sa fondation. Instaurer le Centre dans un bâtiment existant, affilié à une structure existante pour tisser un lien physique avec cette institution est fortement recommandé.

Assurer une forte appropriation politique et sociale de la mission du Centre

Les CC étant une thématique transversale, il est primordial de favoriser une participation nationale qui soit diversifiée et plurielle. Ainsi le secteur privé, la société civile et les institutions de recherche devraient être impliqués au même titre que le secteur public. L'implication de divers acteurs clés nationaux dans la structure institutionnelle du Centre (notamment en siégeant au sein du Conseil d'administration), la communication constante et transparente des résultats du Centre aux décideurs politiques et l'utilisation d'une méthodologie interactive d'analyse des besoins en formation des bénéficiaires sont tous des facteurs qui contribuent à forger la crédibilité du Centre et assurer son appropriation politique et sociale.

Favoriser un développement incrémental et assurer la pérennité financière du Centre

L'un des principaux écueils qui guettent les nouveaux centres de formation est de voir trop grand trop rapidement et de devoir fermer, faute d'avoir les moyens de ses ambitions. Le Centre 4CLIMATE devrait ainsi favoriser un développement incrémental lui permettant de graduellement prendre de l'ampleur en épargnant ses ressources humaines et financières. Par exemple, en adaptant la documentation existante à l'échelle internationale au contexte de Madagascar, plutôt que de créer du nouveau contenu

et en exploiter les connaissances et le savoir-faire déjà disponibles à Madagascar. L'affiliation du Centre à une institution déjà bien établie et fonctionnelle et son hébergement dans un bâtiment existant sont également des aspects à privilégier. Pour assurer la pérennité financière du Centre, le plan d'affaires doit se baser sur des sources de financement fiables et diversifiées, en favorisant les ententes bilatérales et en évitant de dépendre uniquement des appels d'offres internationaux qui sont très compétitifs. Participer aux conférences internationales est une bonne façon pour faire la promotion du Centre auprès des potentiels bailleurs de fonds.

Cibler les secteurs et bénéficiaires de façon cohérente avec les priorités nationales et internationales

Le Centre doit s'assurer que la mission, les programmes et les besoins de formation répondent aux priorités nationales, régionales et internationales en matière de CC et y référer dans toute la documentation du Centre. Ceci favorisera la recherche de financement auprès des organisations internationales et gouvernementales. Ainsi il est nécessaire d'effectuer une veille des développements nationaux et internationaux en matière de CC afin d'orienter les activités du Centre. L'implication des acteurs nationaux clés de divers secteurs dans la priorisation des secteurs et la définition des besoins de formation assurera également une cohérence avec les priorités nationales en matière de CC.

ANNEXE I LISTES DES PROGRAMMES DE FORMATION

Cette annexe fournit des informations détaillées sur les programmes de formation diffusés par chacun des centres ciblés, notamment sur les types de formation et les objectifs, les bénéficiaires et les méthodes de formation.

CENTRE DE COMPÉTENCES CHANGEMENT CLIMATIQUE MAROC

Thème	Type de formation et objectif	Public cible	Méthodes de formation privilégiées
Agriculture et CC	Volet de formation intégré dans le cursus universitaire visant à permettre de comprendre les effets des CC sur l'agriculture et les stratégies d'adaptation, incluant l'agriculture intelligente	Techniciens, ingénieurs agronomes et cadres dans le secteur agricole	Andragogie active et participative visant une alternance entre les apports théoriques, l'analyse des pratiques et l'expérience des participants et le travail en groupes restreints sur des cas précis.
	Renforcement des capacités des acteurs du monde rural pour augmenter leur résilience à travers l'ACC	Coopératives agricoles, associations de valorisation de produits du terroir, coopératives de femmes, etc.	Approche modulaire incluant des présentations, exercices participatifs et discussions de groupes. Travaux pratiques tenant compte des besoins précis du public cible.
	Explorer la permaculture et l'agriculture organique en tant qu'alternatives agricoles favorisant le développement d'une industrie durable.	Ingénieurs, fermiers, ONG	Présentations, discussions interactives, visites de fermes
CC et pollution de l'air	Accompagner les entreprises et les institutions nationales vers une meilleure compréhension des émissions de GES et milieux atmosphériques dans l'amélioration de leur performance environnementale	Professionnels du secteur privé Ingénieurs, techniciens et cadres des collectivités territoriales, secteurs publics, etc.	Exposés, visioconférences, vidéos, études de cas (discussions en groupe) et simulations des dispersions de polluants à l'aide de logiciels 3D.
Atténuation des CC	Efficacité énergétique – Cas de bâtiments. Permettre de concevoir un bâtiment éco-énergétique.	Ingénieurs, architectes et opérateurs du secteur thermique du bâtiment	Apprentissage basé sur des projets Présentation de cas d'études élaborés dans les bâtiments marocains, utilisation de logiciels spécifiques.

Thème	Type de formation et objectif	Public cible	Méthodes de formation privilégiées
Formations générales sur les CC	Familiariser le public avec la thématique générale des CC, plusieurs formations disponibles sur : la gouvernance sensible aux CC, l'atténuation des CC, les mécanismes de la CCNUCC, Adaptation au CC dans le contexte marocain, approche territoriale du CC	Fonctionnaires secteur privé, membres d'ONG, étudiants, etc.	Présentations, démonstrations vidéo, discussions, questions/réponses, approfondissement sur points d'intérêts Formation directe et suivi en cyber apprentissage (1 semaine)
Intégration de l'ACC dans les planifications	Formation sur les approches systémiques de l'ACC pour rendre une politique, un programme ou un projet plus résilient aux CC	Professionnels de la planification dans les secteurs touchés par les CC.	Formation basée sur le modèle d'intégration des CC dans la planification développée par l'OCDE et la GIZ. Formation sur mesure, présentations, discussions et travaux de groupes, utilisation de l'outil de planification et de gestion de projet CRISTAL ¹⁸ .

ASIAN DISASTER PREPAREDNESS CENTER

L'ADPC offre des programmes de formation dans le cadre de projets financés par les bailleurs de fonds internationaux (Tableau 16) ainsi que par le biais de son programme phare régional de formation en RRC (Tableau 17).

Tableau 16 : Programmes de formation financés par les bailleurs de fonds internationaux

Type de formation	Exemple de programmes (2015-2016) ¹⁹
Formations thématiques ciblant les acteurs touchés par les impacts des CC	Formation aux communautés fermières pour intégrer des interventions RCC et ACC à leurs pratiques agricoles (Sri Lanka, Népal et Thaïlande). « iPrepare Business » : unité de formation spécialement dédiée au secteur privé
Programmes de formation ciblant des groupes sociaux	le programme phare de l'ADPC « Initiatives de RRC à l'échelle nationale et régionale en Asie » s'assure de former autant de femmes que d'hommes afin d'intégrer la perspective d'égalité des genres dans le champ d'action du projet. Mentorat à de jeunes citoyens de la région Asie-Pacifique afin de leur transmettre des compétences de leadership et de les aider à devenir des agents de changement en réduction des risques aux désastres dans leur propre communauté, notamment avec des technologies de l'information et de la communication (TIC).

¹⁸ International Institute for Sustainable Development (ISDD), Manuel de l'utilisateur, juillet 2009. Disponible en ligne : http://portailqualite.acodev.be/fr/system/files/node/327/cristal_manuel_fr.pdf

¹⁹ ADPC, Annual Report 2016, 5 janvier 2017. Disponible en ligne : <http://www.adpc.net/igo/contents/Publications/Default.asp>

Type de formation	Exemple de programmes (2015-2016) ¹⁹
Ateliers de formation thématiques régionaux	Décideurs politiques régionaux impliqués dans le développement de politiques liées à la résilience des communautés côtières
Programmes de formation ciblant les principaux acteurs œuvrant en RCC	former les journalistes sur la création de contenu médiatique lié à la résilience climatique et les aider à comprendre les différentes dimensions de traitement de l'information et techniques journalistiques
	Former les organisations humanitaires locales à fournir une aide rapide et efficace en cas de désastre
Formation ciblant les gouvernements	Soutien institutionnel et formation pour établir des comités d'évaluation et de réponse aux catastrophes naturelles dans les instances gouvernementales (Bangladesh et Thaïlande)

Tableau 17 : Programme phare régional de formation en RRC

Programme	Bénéficiaires	Durée	Frais/ personne
Cours de formation en matière de catastrophes	Fonctionnaires responsables de la gestion des catastrophes, Instituts et autres organismes chargés de la diffusion des connaissances sur les catastrophes et personnes impliquées dans la coordination des activités de gestion des catastrophes.	3 semaines	USD 2 775
Cours régional de formation sur la réduction des catastrophes communautaires dans un environnement en changement	Départements de gouvernements locaux, ONG, OING, agences des Nations Unies, IFRC et secteur privé.	2 semaines	USD 2 275
Cours de formation sur la gestion des risques de catastrophes d'inondations	Professionnels travaillant avec le risque de catastrophes des inondations, décideurs, administrateurs nationaux et locaux élus et nommés, autorités de développement et de planification, ingénieurs aquatiques et contrôle des inondations, professionnels, responsables de l'urbanisme, du logement, des travaux publics et des ressources en eau, développeurs, personnel d'intervention d'urgence, ONU et autres agences internationales et ONG travaillant sur l'atténuation des catastrophes.	2 semaines	USD 2 275
Cours de formation sur la réduction des risques de catastrophes dans le processus de développement national	Tous les participants qui travaillent ou qui travailleront dans des organisations où l'information spatiale est utilisée ou considérée comme utile pour la gestion des risques de catastrophes ou la réduction des risques de catastrophes	2 semaines	USD 2 275

Programme	Bénéficiaires	Durée	Frais/ personne
Cours de formation sur la communication des risques de catastrophes	Le cours est spécialisé pour cibler les personnes impliquées dans la planification des catastrophes et la gestion et l'éducation en cas de catastrophes	3 jours	USD 1 075
Cours de formation sur l'équité entre les sexes et la réduction des risques de catastrophes	Le personnel du projet, les partenaires gouvernementaux et non gouvernementaux	3 jours	USD 1 075
Cours de formation sur la réduction de la vulnérabilité aux tremblements de terre dans les villes	Personnes concernées par la vulnérabilité aux tremblements de terre, les décideurs, les administrateurs nationaux et locaux élus et nommés, les autorités de développement et de planification, ainsi que les responsables de l'urbanisme, les promoteurs immobiliers privés, le personnel d'urgence, les organismes d'intervention et les représentants des Nations Unies, des ONG et d'autres organismes internationaux	2 semaines	USD 2 275
Cours de formation sur la gestion du risque en CC	Les gestionnaires, les décideurs, les spécialistes et les chercheurs impliqués professionnellement dans la gestion des risques et du changement climatique, les secteurs public et civique, les universités, les organisations nationales, les organisations gouvernementales et les ONG	2 semaines	EUR 6 600
Cours de formation sur l'initiative minimum de service de santé sexuelle et reproductive	Personnel médical, paramédical et non médical de diverses organisations qui fournissent des services liés au service initial minimal	5 jours	USD 1 575
Cours de formation sur la préparation et la réponse aux urgences hospitalières	Personnel de la santé	5 jours	USD 2 000
Cours de formation sur la santé publique dans les situations d'urgence complexes	Personnel en santé	2 semaines	USD 2 575

KUMASI INSTITUTE OF TECHNOLOGY AND ENVIRONMENT

Thème	Type de formation et objectif	Public cible	Méthodes de formation privilégiées
Pauvreté énergétique rurale	Installations et exploitation de plateformes multifonctionnelles pour générer de l'énergie nécessaire aux activités rémunératrices	200 femmes entrepreneures du secteur de la transformation du riz et du gari	Approche participative pour montrer les méthodes d'installation et d'exploitation des plateformes multifonctionnelles Apports théoriques pour un transfert de capacité en développement des affaires, études de marché et gestion de micros et petites entreprises Services d'alphabétisation aux bénéficiaires
	Programme de diffusion et d'utilisation de cuisinières efficaces	Ménages utilisant des technologies de cuisson désuètes (accent sur les femmes)	Campagne de sensibilisation adaptée aux femmes soulignant les bienfaits de l'utilisation des cuisinières améliorées sur l'environnement et la santé. Approche pratique permettant aux bénéficiaires de développer leurs capacités à assembler et utiliser des hottes. Services d'alphabétisation aux bénéficiaires.
	Programme d'offre et d'utilisation énergétique rurale (RESUP) pour accélérer le développement et la prestation de services énergétiques modernes essentiels aux zones rurales en mettant l'emphase sur les matières premières bioénergétiques	Fournisseurs d'énergie et ménages des communautés rurales	Compagnes de promotion des ressources énergétiques étrangères, notamment les matières premières bioénergétiques. Formation interactive et démonstration de l'utilisation d'équipements de production efficaces et de disposition d'utilisation finale.
Développement durable	Programme énergie et environnement qui utilise le partage des connaissances et le transfert de technologies pour contribuer au développement et à l'utilisation de technologies respectueuses de l'environnement	Communautés périurbaines et rurales	Campagnes de promotion et démonstration des bienfaits d'une utilisation durable et efficace des ressources renouvelables et non renouvelables. Campagne de sensibilisation et de communication pour assurer l'engagement des communautés et des institutions envers le changement des comportements et décourager toutes actions qui accélèrent la dégradation de l'environnement. Organisation d'ateliers de transfert de compétences dédiés aux citoyens locaux des secteurs privés et publics pour accéder à des opportunités, des outils technologiques, des ressources financières et des connaissances en agissant à titre de source de financement complémentaire au développement socio-économique.

Thème	Type de formation et objectif	Public cible	Méthodes de formation privilégiées
Atténuation aux changements climatiques	Développement des capacités pour les mécanismes de développement propre (MDP) servant à établir un projet de réduction des émissions de GES concordant avec les objectifs nationaux de développement durable	Décideurs politiques, secteur privé	<p>Organisation d'ateliers nationaux pour développer les capacités techniques des bénéficiaires en matière de MDP et en développement et mise en œuvre de ce type de projets.</p> <p>Campagne de sensibilisation au moyen d'un site Web sur les changements climatiques et les MDP.</p> <p>Développement d'un guide national de soutien aux investisseurs en MDP.</p>

CARIBBEAN COMMUNITY CLIMATE CHANGE CENTER

Programme	Bénéficiaires	Documents et méthodes
Formation sur l'évaluation des capacités et de la vulnérabilité dans les Caraïbes	Ministères et agences gouvernementales, OING, agences de développement.	Manuel pour conduire les évaluations, présentations PowerPoint, visites sur le terrain, activités de groupes.
Renforcement des capacités pour l'utilisation d'un système d'information côtier	Universités et centre de recherche dans trois pays pilotes (Barbade, Grenade et Jamaïque)	<p>Formation théorique en collecte de données et automation, imagerie satellite, système utilisé pour la prise de décision.</p> <p>Soutien aux universités et centres de recherche pour la mise en place de systèmes d'information géographiques.</p>
Projet CARIWIG : développer les capacités et les connaissances sur les impacts météorologiques des CC	Décideurs politiques, ministères et agences gouvernementales	<p>Fournir des données locales pertinentes sur les phénomènes météorologiques suscités par les changements climatiques.</p> <p>Soutenir le développement de réseaux avec des centres de recherche internationaux.</p> <p>Mise en place d'un système en ligne pour mener des études d'impacts.</p>
Programme de collaboration internationale pour la gestion des coraux dans un contexte de CC (les Caraïbes – Australie)	Gestionnaires des récifs coralliens et décideurs politiques pertinents au domaine de la gestion marine.	<p>Formation théorique et soutien pour le développement d'un plan d'action en gestion de récifs coralliens.</p> <p>Mise en œuvre de projets collaboratifs entre les pays pour favoriser l'échange d'information et l'apprentissage en équipe.</p> <p>Mise en place d'un portail en ligne pour favoriser l'échange d'informations.</p>



ECONOLER